



APPEL INTERSYNDICAL

Ensemble contre la casse du travail social !

L'empilement des projets de loi — réforme territoriale, pacte de responsabilité, loi Macron, projet de loi Santé —, l'adaptation de la société au vieillissement, la proposition de loi sur la protection de l'enfance... n'ont qu'une cohérence : casser le travail social et les dispositifs sanitaires et sociaux pour les soumettre aux lois du marché.

Face à cette situation, dans de nombreux établissements et départements, dans le public comme dans l'associatif/privé, les personnels et salarié-e-s, avec leurs organisations syndicales, combattent l'ensemble des mesures d'austérité et leurs conséquences sur les missions.

Le 25 juin se tiendront à la fois :

- La réunion des organisations patronales de la Convention Collective Nationale 66 (SYNEAS et FEGAPEI) qui voteront la fusion de leurs syndicats en un seul. Ainsi, la refonte du champ conventionnel de la CCNT du 15 mars 66 est en marche, pouvant aller jusqu'à la dénonciation de ce texte fondamental.
- La réunion de la commission du ministère des Affaires Sociales (Commission Professionnelle Consultative) qui donnera un avis sur la refonte des formations et diplômes du niveau V (Aide Médico Psychologique, Assistant Vie Sociale, Auxiliaires de vie scolaire) avec, dans le prolongement, la réarchitecture des diplômes du travail social de niveau III.

À quelques jours de réunions au ministère de la Fonction publique sur la révision des missions de l'État et les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR), ces différentes réunions servent à accompagner les politiques d'austérité pour :

- Accélérer les abandons de missions, éloigner les usagers/ères des lieux d'accueil et de décisions via les réformes territoriales,
- Restructurer nos établissements et services sans tenir compte des personnels et des usagers/ères dans la seule logique d'économies financières en systématisant la logique d'appels d'offre du moins-disant.

- Envisager l'abaissement des coûts par la déqualification des personnels, la réduction des effectifs et l'aggravation des conditions de travail, la casse des conventions collectives dans le secteur associatif/privé et des attaques récurrentes du statut dans le public.
- Remettre en cause les métiers et les qualifications en mettant en œuvre une polyvalence multiforme à tous niveaux
- Attenter au cadre éthique et aux règles déontologiques ; le secret professionnel des Assistant-e-s Sociaux/ales par exemple.

Sur l'ensemble des territoires, les travailleurs sociaux font les constats suivants :

- Perte du sens du travail social.
- Manque de moyens et dégradation de la situation sociale qui aggravent les conditions de travail.

S'appuyant sur les mobilisations qui se multiplient, dont celles de l'AP-HP et des enseignants, condamnant ces politiques inacceptables, les professionnels des secteurs du Social, du Médico-Social et de l'Aide à domicile, avec les organisations syndicales CGT, FA/FP, FO, FSU et Solidaires, estiment qu'il est urgent de :

- mettre un terme aux politiques d'austérité et de baisse des dépenses publiques,
- marquer un coup d'arrêt aux suppressions de postes et de services, comme à la casse des métiers et de la formation initiale et continue,
- s'opposer à la dégradation des conditions de travail, au gel des salaires, à la remise en cause des Conventions Collectives et à la dégradation du Service public et de ses missions.
- imposer la justice sociale pour l'accès de toutes et tous aux droits sociaux fondamentaux.

Nos organisations syndicales appellent les salarié-e-s de l'Action sociale, du Médico-social et de l'Aide à domicile, du public comme du privé, à une journée de grève nationale et de rassemblements devant les préfetures ainsi qu'à une manifestation à Paris entre Bir Hakeim et la place des Martyrs au Lycée Buffon.

Dans le cadre de la mobilisation nationale sur les bases revendicatives communes des personnels du secteur sanitaire, nous appelons à rejoindre ensuite, à Paris, le rassemblement devant le ministère de la Santé appelé par l'Intersyndicale CGT, FO, SUD...

25
JUIN